

sentations de la question sociale » (p. 14), la théorie du complot n'est pas très loin ; on aimerait, parfois, un peu plus de nuances dans l'analyse. Par exemple, l'axiome fréquemment répété de l'existence avant les années 1980 d'un compromis historique bâti autour de la République sociale, parée de toutes les vertus, reste discutable, mais forcer le trait fait ici partie du jeu pour les besoins de la thèse militante. La verve est réjouissante, le phrasé libertaire. On s'arrête avec jubilation sur quelques formules cinglantes qui s'abattent sans pitié sur les hypocrisies de l'époque, comme en matière de politique du logement : « *Au demeurant, le droit au logement ne loge pas. L'accès au droit au logement ne loge pas davantage. Même opposable, le droit au logement ne loge toujours pas. Ce qui loge les sans-logis et les mal-logés, c'est une offre de logements décents et accessibles, dans le cadre d'un marché du logement régulé par les pouvoirs publics* » (p. 114).

Sans surprise, en fin d'ouvrage, M. Chauvière appelle le lecteur à entrer en résistance face à cette rationalité gestionnaire, et suggère l'invention d'un nouveau pacte social qui irait repuiser aux sources de « *l'esprit de service public* » (p. 81), d'un projet

politique émancipateur et dont la responsabilité professionnelle des travailleurs sociaux constituerait le meilleur des garde-fous. Ce faisant, l'auteur ne défend pas seulement le rôle actuel de « *la main gauche de l'État* », pour reprendre l'expression parlante de Pierre Bourdieu, que le retour à un social militant, qui ne serait pas seulement un amortisseur des inégalités générées par le capitalisme, mais un secteur de contestation des logiques à l'œuvre dans le secteur marchand.

Pour l'heure, les contours de ce projet restent flous. L'auteur peine à étayer, par exemple, ce que pourrait être une vision de la qualité alternative à celle développée dans les services non sociaux. En attendant, les yeux ouverts par cette analyse aussi excessive que brillante, il reste aux acteurs concernés à faire preuve de réflexivité et à répondre à ce dilemme : comment le social peut-il perdurer sans se fermer à la gestion ? Comment s'ouvrir à la gestion sans perdre son âme ?

Frédéric Vabre  
CAF du Val-de-Marne

Jérôme Minonzio et Julie Pagis (dir.)

## *Entraide familiale et solidarités entre générations*

*Problèmes politiques et sociaux*, n° 962-963, juillet-août 2009, Paris, La Documentation française, 199 pages.

Principe de la collection *Problèmes politiques et sociaux*, ce numéro est construit autour d'articles, d'extraits d'ouvrages, de discours déjà publiés et organisés autour d'une problématique décrite en introduction : l'entraide familiale et ses relations avec la solidarité publique. Le numéro, articulé autour de quatre parties, se centre finalement plutôt sur l'entraide familiale, soulignant à quel point celle-ci est constitutive de notre modèle social, et vise à en retracer les évolutions.

Dans une première partie, sont analysées les mutations de l'entraide liées aux évolutions des structures familiales. Si de premiers travaux avaient pu mettre en lumière l'importance de la nucléarisation des familles, de nombreuses recherches ont, par la suite, prouvé la force des liens familiaux et des solidarités entre les ménages. Nature et fonctionnement de l'aide entre les générations familiales sont ainsi évoquées. On sait que le droit oblige, en France, à une certaine entraide (par exemple, l'obli-

gation alimentaire) mais les soutiens que s'apportent les ménages dépassent ce cadre légal et peuvent se décrire en trois catégories : financier, moral, et en terme de réseau (voir l'article de Jean-Hugues Déchaux). Ces soutiens ont un enjeu différent selon la position sociale des aidés et des aidants : protection pour les plus démunis, insertion pour les mieux lotis. Si les transferts financiers sont essentiellement orientés des plus âgés (que Claudine Attias-Donfut nomme dans son article « la génération du labeur ») vers les plus jeunes (la génération galère), les aides sont plus souvent adressées des plus jeunes vers la génération la plus âgée, et de la génération pivot (dite de l'« abondance ») vers les deux autres. Les femmes sont au centre de tous ces échanges. Les nouvelles formes familiales (familles monoparentales, recomposées, homoparentales...) ne sont pas sans effet sur ces solidarités, renforçant la lignée maternelle et créant des incertitudes dans les rôles de chacun au sein de la parenté. Par exemple, dans les

couples lesbiens, les parents non biologiques peinent à trouver leur positionnement vis-à-vis des enfants. De nouveaux critères interviennent alors dans la force ou le contenu des aides, comme (voir l'article de Claude Martin) les réactions de l'entourage à la rupture du couple. Enfin, une comparaison européenne réalisée par C. Attias-Donfut souligne que, si certaines aides sont couramment dispensées, quel que soit le pays d'Europe considéré (garde des jeunes enfants par les grands-parents), la fréquence et l'importance du soutien familial ne sont pas indifférentes au modèle d'État-providence : on constate un soutien plus fréquent de la famille dans les pays du Nord, dont le modèle social est fortement protecteur, et un soutien plus massif (davantage d'heures effectuées par les familles) dans les pays du Sud, qui reportent la charge de l'entraide plutôt sur les familles. Le deuxième chapitre envisage les solidarités entre les générations à l'épreuve du vieillissement de la population. Un des premiers effets notables de ce vieillissement est le développement de la dépendance, avec pour corollaire l'accroissement de la charge familiale de la génération pivot, et en particulier pour les femmes. Le soutien aux aidants est alors l'axe d'intervention des politiques sociales à l'égard des aînés. Alors que les aides fournies par la famille sont complémentaires aux aides publiques, le soutien – physique, psychologique et financier – des aidants est devenu un enjeu politique, notamment en terme d'équité dans la fratrie lorsqu'il existe un aidant principal parmi les enfants. En contrepoint, la génération qui n'est pas encore dépendante forme le bataillon croissant des grands-parents dont la place et le rôle ont évolué pour devenir un soutien réel aux jeunes parents actifs. Le troisième chapitre aborde les mutations de cette entraide liées aux évolutions du marché du travail. La première des évolutions envisagées est l'accès, massif depuis les années 1970, des femmes au marché du travail, qui a provoqué une nécessité accrue de garde des jeunes enfants. Dans ce contexte, si Gösta Esping-Andersen prône, pour sa part, une libération des familles de cette charge par le développement de la garde publique, l'article très fin écrit par Ai-Thu Dang et Marie-Thérèse Letablier montre les ambiguïtés de la marchandisation du *care* qui, d'un côté, permet de reconnaître cette fonction mais, d'un autre côté, y enferme les femmes, dans des sous-statuts précaires d'emploi. Le chômage des jeunes est le second grand défi d'un marché du travail français décrit comme corporatiste, protégeant les *insiders* (salariés avec un contrat stable) au détriment des *outsiders* (travailleurs précaires ou chômeurs). Avec une insertion professionnelle devenue difficile pour les jeunes, ces derniers constituent aujourd'hui l'une des catégories les plus touchées par la pauvreté et forment la « génération sacrifiée » décrite par Louis Chauvel. Leur famille est un soutien essentiel. Toutefois, les politiques hésitent entre la familiari-

sation, soutenant les familles pour qu'elles aident leurs jeunes, et l'autonomisation pour aider les jeunes eux-mêmes. Le premier modèle semble, cependant, l'emporter, avec un réel débat de fond sur le minimum social récemment relancé par le lancement d'un revenu de solidarité active jeune sous condition d'activité. La famille, enfin, peut être un recours en temps de crise, même si la redéfinition des rôles peut entraîner une cassure familiale en plus de la cassure professionnelle.

Le quatrième chapitre évoque plus explicitement que les chapitres précédents les liens entre la solidarité familiale et la solidarité publique. Ces deux types de solidarité sont complémentaires : les familles aidées par leur propre famille sont également celles qui bénéficient des dispositifs publics ; les pays où l'aide familiale est la plus élevée sont aussi ceux où la protection sociale est forte. C'est pourquoi les pouvoirs publics ont tendance à s'appuyer fortement sur les solidarités familiales. Mais certains auteurs (Michel Messu et Michel Chauvière) se demandent s'il ne s'agit pas d'un piège, car si la solidarité nationale est égalitaire, ce n'est pas le cas de la solidarité familiale, qui a tendance à reproduire les inégalités sociales (J.-H. Déchaux) et qui comprend une part d'arbitraire, voire de conflictualité (Gérard Mauger). Par ailleurs, le modèle social français comprend des ambiguïtés et hésite parfois entre l'individualisation des droits et la familiarisation, comme c'est le cas de la politique jeunesse décrite par Cécile Van de Velde.

L'ouvrage se termine sur des articles plus critiques, interrogeant les principes d'équité intergénérationnelle. Ainsi, Laurence Duchêne conteste le dogme de la faible taxation des successions, celles-ci étant décrites comme un mode de reproduction sociale. D'autres contributions questionnent la très forte dette publique, « fardeau » des générations futures ; ce danger incite à repenser l'équilibre général du système, par exemple en proposant le maintien d'un rapport constant entre les revenus des plus jeunes et les prestations des plus âgés.

Appréhendant un sujet sur lequel de très nombreux travaux ont été réalisés, il faut noter, en premier lieu, que les coordonnateurs ont fait un travail méritoire de mise en ordre, qui crée de fait une problématisation. Par ailleurs, leur choix, assumé, de proposer un focus sur la dépendance, d'une part, et l'insertion des jeunes, d'autre part, se révèle fécond car il permet de bien mettre en lumière, sur des problématiques concrètes, les questions d'ordre général soulevées. Enfin, la variété des textes abordés permet d'évoquer d'autres questions telles que l'inégalité des sexes et l'inégalité sociale, au-delà de l'inégalité entre les générations.

Au chapitre des regrets – immanquables – que l'on pourrait avoir, il y a le fait que la problématique est envisagée de façon large, et se dilue parfois dans la multiplicité des travaux. Ainsi, les premiers chapitres consacrés aux caractéristiques de l'entraide familiale

semblent moins intéressants que les chapitres qui soulignent plus explicitement les liens entre la solidarité familiale et la solidarité publique, tant sous l'angle des évolutions sociales – qui impactent les deux types de solidarité – ou directement par leur interaction. Le resserrement de la problématique aurait ainsi pu permettre de convoquer d'autres auteurs comme Didier Blanchet (équité entre générations sur les taux de rendement des régimes de retraite), ou Mireille Elbaum (facteurs d'évolution de la protection sociale). Sur un registre théorique, on aurait également pu souhaiter des articles sur les principes de l'équité (travaux de Jean Kellerhals, thèse en cours de Solène Billaud), sur le sens de la solidarité (Serge Paugam). Une autre limite inhérente à une classification est la redite partielle de certains sujets, dans plusieurs

chapitres, comme les caractéristiques de l'entraide et la garde des enfants. Enfin, mais cela fait aussi partie du jeu de cette collection, l'entremêlement d'articles scientifiques, d'articles d'opinion et de propositions politiques rend parfois complexe l'intégration, par le lecteur, de ces différents niveaux d'analyse.

Malgré ces quelques regrets, inhérents à l'exercice même de classification, tout autre choix ayant pu tout également être discuté, ce numéro reste un bon moyen d'approcher, de façon organisée, un champ de recherches très diversifié.

**Delphine Chauffaut**

CNAF – Responsable du département de l'Animation de la recherche et du réseau des chargés d'études

Noémie Houard

## *Droit au logement et mixité*

### *Les contradictions du logement social*

2009, Paris, L'Harmattan, collection Habitat et Sociétés, 301 pages.

Les difficultés auxquelles se heurte l'application de la loi sur le droit au logement opposable (Dalo) ont été exposées cette année dans de nombreux rapports d'évaluations et de propositions (rapport Bouchet, rapport Équipement-IGAS, rapport du Conseil d'État, rapport du comité de suivi de la mise en œuvre de la loi sur le droit au logement opposable), sans compter ceux qui intéressent également le sujet traité dans cet ouvrage, le logement des personnes hébergées temporairement par la puissance publique [centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et autres]. L'intérêt de la thèse de sciences politiques de Noémie Houard, dont est issu l'ouvrage, est de confronter, dans un texte passionnant et à la démonstration rigoureuse, ce nouveau droit à l'un de ces écueils les plus visibles, la notion de « mixité sociale ». Ce faisant, l'auteure donne un éclairage, étayé par l'analyse politique des systèmes d'acteurs, sur le processus complexe, y compris pour lesdits acteurs, de l'attribution des logements

sociaux (1). Plusieurs experts avaient, avant même l'entrée en vigueur de la loi, mis en exergue cette contradiction.

L'introduction historique de N. Houard rappelle que cette tension est latente ou ouverte, depuis que le législateur, en 1954, puis en 1968, a imposé dans un premier temps des règles, puis des quotas aux sociétés de HLM (habitation à loyer modéré), y compris privées, afin qu'elles acceptent de loger des populations considérées alors par elles comme « indésirables » (expulsées, logées en cité de transit et, de fait, essentiellement immigrées, personnes sans emploi ou à très faibles revenus). À partir de la réforme Barre des aides à la pierre, en 1977, les HLM sont officiellement désignés comme les logements de la classe moyenne inférieure et des ménages pauvres et modestes, le marché du logement privé étant censé répondre, à terme, aux besoins des autres catégories. Ces changements sont rendus possibles grâce au correctif apporté par l'aide personnalisée

(1) Voir à ce sujet : Levy-Vroelant C., Pohn-Weindinger A., Vanoni D., Foultier C. et Rémy J., 2008, « La demande de logement social : de son émergence à son traitement. Cadre légal, organisation, pratiques des acteurs : l'efficacité sociale du système des attributions de logements sociaux en question », rapport pour le ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports (DREES).